

Cheffe de l'organisation *Fratelli d'Itali* (« frères d'Italie »), *Giorgia Meloni* est au pouvoir depuis plus d'un an, dans le cadre d'une coalition des droites avec la *Lega* (de Matteo Salvini) et *Forza Italia* (l'organisation fondée par Silvio Berlusconi, mort il y a quelques mois). *Fratelli d'Italia* n'a été fondée qu'en 2014 mais, comme le montre ici Mark L. Thomas, ce parti s'inscrit dans la longue histoire du néofascisme italien.

La victoire des *Fratelli d'Italia* (Frères d'Italie) aux élections générales italiennes de septembre 2022, où ils sont devenus le premier parti, soulève de vives questions[1].

Le vote global pour la coalition électorale de droite, composée des *Fratelli*, de la *Lega* de Matteo Salvini et de *Forza Italia* de Silvio Berlusconi, en déclin, a peu changé, mais beaucoup dépend de la compréhension de la nature des *Fratelli*. La part de voix des *Fratelli* a bondi de 4,4 % en 2016 à 26 % en 2022. Il a gagné près de 6 millions de voix et est devenu le premier parti de droite. Si *Fratelli* est considéré comme une autre force conservatrice de droite, cela n'a qu'une importance limitée. Si, en revanche, *Fratelli* est considéré, comme je le soutiendrai, comme une force fasciste bien plus définie que la *Lega* d'extrême droite, sans parler du parti conservateur *Forza Italia*, alors le sentiment d'alarme et de danger doit être bien plus grand.

Ce que l'on ne peut nier, c'est qu'un parti issu du néo-fascisme d'après-guerre est aujourd'hui le principal parti d'une coalition gouvernementale, pour la première fois en Italie ou ailleurs en Europe occidentale. La dirigeante des *Fratelli*, *Giorgia Meloni*, occupe le poste de premier ministre. Ce parti trouve ses racines historiques dans le Mouvement social italien (*Movimento Sociale Italiano* ; MSI), créé en 1946 par d'anciens combattants de la République Sociale italienne (*Repubblica Sociale Italiana*) de Benito Mussolini, également connue sous le nom de [République de Salò](#), qui avait collaboré avec les nazis. *Giorgia Meloni* est elle-même entrée en politique en rejoignant le MSI à l'âge de 15 ans. Un ancien cadre du MSI, *Ignazio La Russa*, est aujourd'hui président du Sénat italien[2].

Faisant campagne sous sa devise « Dieu, patrie et famille », qui rappelle l'époque fasciste de l'Italie, les *Fratelli* ont, depuis 2017, choisi un logo de parti reprenant l'image bien connue de la flamme tricolore utilisée depuis longtemps par le MSI[3]. En effet, pour ajouter aux allusions historiques troublantes, la nomination officielle de *Meloni* au poste de Première Ministre a eu lieu une semaine après le centenaire de l'installation de Mussolini à ce même poste par le roi *Victor Emmanuel III*, le 31 octobre 1922.

Mais cela met aussi en évidence les différences majeures entre ces deux moments. Le chemin de Mussolini vers le pouvoir, quelles que soient ses formes constitutionnelles extérieures, a été pavé d'une vague de réaction violente de deux ans dirigés contre le mouvement ouvrier italien. Les escadrons fascistes, connus sous le nom de « chemises noires », ont mené, invariablement avec la complicité de l'État, une campagne de terreur qui a débuté dans la vallée du Pô et dans les Pouilles au cours de l'hiver 1920-1921, avant de se propager dans les principales villes d'Italie en 1921-1922. Les « *squadristi* » fascistes ont mené une guerre civile de basse intensité contre la gauche et les organisations de travailleurs, faisant des milliers de morts et des milliers de blessés[4].

Grâce à cette violence meurtrière, les *squadristi* fascistes ont établi des dictatures provinciales *de facto* avec à leur tête leurs dirigeants locaux et régionaux, les « ras ». Cela a permis à Mussolini de négocier le pouvoir avec la classe dirigeante italienne (un processus qui a créé d'importantes tensions entre Mussolini et les chefs locaux, les ras). La

combinaison d'une classe dirigeante à la recherche de solutions autoritaires et du mouvement fasciste de masse de Mussolini a ouvert la voie à la destruction de la démocratie libérale et à la création d'un État fasciste à la fin de l'année 1925. [Angelo Tasca](#), ancien camarade du militant marxiste Antonio Gramsci, a qualifié le fascisme italien de contre-révolution « posthume et préventive » visant à briser le mouvement ouvrier organisé, qui avait tant terrifié la classe dirigeante italienne pendant le [biennio rosso](#), les « deux années rouges » de 1919-1920, lorsque la révolution socialiste semblait dangereusement proche[5].

Cependant, les *Fratelli* ne disposent pas de forces paramilitaires semblables aux *squadristi* fascistes, et ressemblent donc, en ce sens, à un parti politique électoral conventionnel, plutôt qu'à ce que l'historien John Foot appelle le modèle de « parti de milices » du fascisme classique[6]. Cela signifie-t-il que les allusions et les références à l'époque de Mussolini ne sont que de la « nostalgie », pour satisfaire la vieille garde des anciens membres du MSI au sein de *Fratelli*, alors qu'en réalité, le parti accepte le cadre de la démocratie libérale ? En d'autres termes, devons-nous accepter les affirmations des *Fratelli* et de Meloni selon lesquelles l'organisation est un parti conservateur démocratique « post-fasciste » ? En effet, c'est la même affirmation qui a été faite à propos de son prédécesseur immédiat, l'[Alleanza Nazionale](#) (Alliance nationale).

Dans son histoire du fascisme d'après-guerre en Italie, Franco Ferraresi [a suggéré](#) que « la vie du MSI a longtemps été dominée par la tension entre ses « âmes », la « révolutionnaire » et la « modérée »... une réplique... des deux caractères du fascisme »[7]. Cela capture un aspect important des mouvements fascistes, comme nous le verrons. Cependant, les visages « modérés » et « révolutionnaires » du fascisme sont mieux compris comme des masques qu'il porte pour dissimuler son véritable projet.

Comme Léon Trotsky l'a très bien compris, le fascisme n'est pas simplement une autre forme de réaction ou même un simple instrument entre les mains de la classe dirigeante. Le fascisme est un mouvement de masse venu d'en bas qui vise au renversement de la démocratie libérale et à l'anéantissement complet de toutes les organisations de la classe ouvrière, tant son aile réformiste que son aile révolutionnaire. Dans ses formes les plus développées, dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, la construction d'un mouvement fasciste impliquait une double stratégie : la création d'une base électorale (bien qu'avec des résultats beaucoup plus limités dans le cas de Mussolini que dans celui d'Hitler) et d'une aile paramilitaire de combat de rue (les escadrons fascistes en chemise noire en Italie et les [sturmtrouppen](#) en chemise brune de la [Sturmabteilung](#), ou « SA », en Allemagne)[8].

Cependant, le projet contre-révolutionnaire du fascisme est voilé par les deux masques identifiés par Ferraresi dans son histoire du MSI. Le premier est un masque modéré, légaliste et constitutionnel qui dissimule l'ambition du fascisme de détruire la démocratie libérale. Le second est son masque « antisystème », affirmant qu'il souhaite une transformation révolutionnaire en opposition à l'élite existante et même à certains aspects du capitalisme. Là encore, cela masque la réalité : le fascisme est une entreprise contre-révolutionnaire qui cherche à éradiquer complètement la capacité des exploités à résister collectivement aux prédatons du capital.

Ainsi, si les *Fratelli* doivent être considérés comme fascistes, quel est le sens de cette affirmation alors qu'ils n'ont actuellement pas les moyens de mener à bien la destruction violente du mouvement ouvrier réalisée à la fois par le fascisme italien et le nazisme allemand ?

Une tradition de 70 ans : le fascisme italien après Mussolini

Meloni et les *Fratelli* cherchent à se présenter comme un parti conservateur démocratique, en évitant de s'identifier trop ouvertement à la dictature fasciste de Mussolini. Cependant, Meloni et son parti s'identifient ouvertement au MSI. Meloni, par exemple, fait référence à la « tradition de 70 ans de mon parti », même si les *Fratelli* n'ont été fondés qu'en 2012[9]. Cependant, le MSI ne s'est pas seulement identifié au régime fasciste, il a été créé et dirigé depuis sa fondation en 1946 jusqu'à la fin des années 1980 par d'anciens participants à ce régime. Il s'agit notamment de personnalités qui ont joué un rôle important dans la dernière incarnation du régime de Mussolini, la République de Salò.

La République de Salò a été créée après l'occupation du nord de l'Italie par les nazis en 1943. Cette occupation faisait suite à l'invasion du sud de l'Italie par les Alliés, qui a incité une partie de la classe dirigeante italienne et les dirigeants fascistes à évincer Mussolini lors d'un coup d'État de palais. Les nazis ont sauvé Mussolini de la prison et l'ont réinstallé à la tête de ce qui était désormais un régime fantoche reposant sur la force militaire nazie. La République de Salò s'est engagée dans une guerre brutale contre les partisans antifascistes du nord de l'Italie en collaboration avec les SS et a été impliquée dans l'Holocauste[10].

La relation du MSI avec le régime fasciste de Mussolini n'est pas seulement une question d'origines douteuses remontant à plusieurs décennies. Jusqu'en 1987, tous les secrétaires nationaux du MSI ont participé directement au régime fasciste et ont été complices de ses crimes. Augusto De Marsanich, dirigeant du MSI entre 1950 et 1954, était un membre subalterne du gouvernement de Salò, et son successeur, Arturo Michelini, qui a dirigé le parti entre 1954 et 1969, était le vice-secrétaire du parti national fasciste de Mussolini à Rome dans les années 1930. Cependant, la figure centrale du parti est Giorgio Almirante, qui a été secrétaire national du MSI entre 1947 et 1950, puis de nouveau de 1969 jusqu'à sa mort en 1987.

Almirante a été le rédacteur en chef du périodique antisémite du régime, *La Difesa della Razza* (En défense de la race), entre 1938 et 1943, avant de devenir un petit ministre du régime de Salò. Après la guerre, Almirante, qui avait servi dans les célèbres *Brigate Nere* (Brigades noires) antipartisanas de Mussolini, a été accusé d'avoir ordonné de fusiller des partisans, mais une amnistie a été prononcée et il n'a jamais été jugé[11]. Pour Meloni, Almirante reste une figure respectée et un point de référence politique essentiel. En mai 2020, par exemple, à l'occasion du 32e anniversaire de la mort d'Almirante, elle l'a qualifié de « patriote » pour son « amour inconditionnel de l'Italie, son honnêteté, sa cohérence et son courage » [12].

Le MSI a pu établir une petite emprise électorale et quelques réseaux clientélistes dans les années d'après-guerre, en particulier dans les villes de l'Italie méridionale sous-développée. Ces régions ont été largement épargnées par la brutale guerre civile entre le régime et les partisans qui a fait rage dans le nord de l'Italie de 1943 à 1945. En outre, le régime fasciste avait développé les emplois de la fonction publique dans les régions méridionales. En 1948, lors des premières élections générales, le MSI obtient 2 % des voix et envoie Almirante et cinq autres députés au parlement. En 1953, il atteint près de 6 % des voix, ce qui lui

permet de constituer un groupe parlementaire élargi de 29 députés. Le MSI a également été en mesure de diriger des gouvernements locaux en alliance avec les monarchistes et d'autres forces conservatrices dans un certain nombre de villes du sud telles que Naples, Bari et Catane[13].

Deux événements ont joué un rôle crucial dans la création de cet espace politique pour le MSI. Le premier est la série d'amnisties et de grâces accordées par la nouvelle République italienne qui, malgré son antifascisme avoué, a permis à un grand nombre d'anciens fascistes, comme Almirante, d'échapper à la prison ou de bénéficier d'une libération anticipée et de réintégrer la vie publique. En outre, une loi de 1952 censée interdire la reconstitution d'un parti fasciste n'a jamais été appliquée au MSI, ce qui l'a vidé de sa substance. La classe dirigeante italienne cherchait à éluder sa propre complicité dans le régime fasciste et à limiter les possibilités de changement social radical ; après tout, les villes du nord de l'Italie avaient été libérées par une insurrection de travailleurs. Ses armées, le Parti Communiste Italien (*Partito Comunista Italiano*) émergèrent de la résistance en tant que parti de masse. Ce qui a facilité la tâche de la classe dirigeante, c'est la volonté de la direction du Parti Communiste d'accepter cette situation[14].

La deuxième évolution a été le début de la guerre froide en 1947-48. Elle a entraîné l'expulsion du Parti Communiste du gouvernement et l'intensification de l'« anticommunisme » en tant que pilier idéologique central de l'État italien d'après-guerre. Pour le MSI, après s'être repositionné en abandonnant son rejet de l'OTAN et son opposition à l'impérialisme étatsunien (avec lequel de nombreux dirigeants et membres du MSI étaient en guerre quelques années auparavant), l'anticommunisme a constitué un puissant point de convergence avec le parti au pouvoir, la Démocratie Chrétienne (*Democrazia Cristiana*). Cela a permis au MSI de se présenter comme faisant partie d'un contrepoids nécessaire à la gauche italienne.

Le MSI adopte une attitude délibérément ambiguë à l'égard de la dictature fasciste de Mussolini, proclamant que son approche est la suivante : « Ne pas nier, ne pas restaurer ! ». En d'autres termes, il défendait la « nécessité » du régime fasciste, mais affirmait également que le MSI acceptait désormais les normes démocratiques. C'est cet engagement autoproclamé en faveur de la démocratie que Meloni met aujourd'hui en avant lorsqu'elle présente le MSI comme ayant toujours été un parti de la « droite démocratique ».

Dans la période d'après-guerre, le MSI a poursuivi sa propre version d'une stratégie à deux voies. Il a défendu le fascisme et s'est présenté comme un parti « antisystème », mais a également recherché des opportunités d'« *inserimento* » (insertion) : il a cherché à s'insérer dans des alliances avec la droite conservatrice afin d'éviter l'isolement et de gagner en respectabilité et en influence politique. De cette manière, il a cherché à agir comme un pôle d'attraction pour la droite conservatrice au sens large.

Comme l'a fait remarquer l'historien espagnol [Ferran Gallego](#), cette double approche, combinant élections et recherche de respectabilité avec une posture pseudo-révolutionnaire, n'a pas rompu avec le fascisme classique. Au contraire, elle s'inscrivait dans une continuité considérable :

« Cette dualité du MSI, une caractéristique qui lui permettait d'être à la fois une alternative et une partie du système, n'était pas le résultat d'une métamorphose du mouvement sous l'effet de la pure nécessité de l'après-guerre. Le fascisme

des années 1920 était également caractérisé par une telle dualité, capable de soutenir la double façade de l'action antisystème des squadristes et de la collaboration électorale avec la droite libérale... Le fascisme classique et le néofascisme ont toujours maintenu la double condition du discours antisystème et de la politique pratique de coalition. »[\[15\]](#)

Au cours des années 1950, la stratégie du MSI consistant à se présenter comme un partenaire junior des Démocrates-Chrétiens au pouvoir et comme un rempart contre la gauche s'est avérée de plus en plus payante. L'accent mis sur la présentation d'un visage plus respectable a conduit à des tensions internes et à des scissions. Ceux qui mettaient davantage l'accent sur l'adoption d'une identité plus ouvertement fasciste et sur la présentation d'un visage « antisystème » quittèrent le parti pour former des groupes tels que *Ordine Nuovo* (Ordre nouveau), dirigé par Pino Rauti, et *Avanguardia Nazionale* (Avant-garde Nationale).

En 1960, la stratégie du MSI l'a amené au seuil du gouvernement, le parti fournissant le seul soutien parlementaire au gouvernement minoritaire démocrate-chrétien de Fernando Tambroni. Le « cordon sanitaire » qui avait exclu le MSI de la légitimité politique semblait pratiquement abandonné dans les cercles conservateurs au pouvoir.

Cependant, une réaction militante antifasciste de la base a réussi à réimposer le confinement politique du MSI. Des manifestations de masse ont éclaté à la suite de la décision du gouvernement démocrate-chrétien d'autoriser le MSI à tenir le congrès de son parti à Gênes, ce qui a été perçu comme une énorme provocation dans une ville qui avait été le théâtre d'une intense répression fasciste 15 ans auparavant[\[16\]](#). Parallèlement à une énorme manifestation à Gênes, des grèves générales eurent lieu à Milan, Livourne, Ferrare et dans d'autres villes deux jours avant la tenue de la conférence prévue. Lorsque la police agressa violemment les manifestant.e.s antifascistes, une atmosphère semi-insurrectionnelle se développa à Gênes :

« Les émeutes se poursuivirent pendant plusieurs heures et des renforts de police arrivèrent le lendemain matin. Entre-temps, des partisans locaux avaient mis en place un comité de libération, qui menaçait de « prendre en charge le gouvernement de la ville ». Une nouvelle grève générale fut annoncée et les grévistes invités à descendre dans la rue. Dans la nuit, des dizaines de barricades furent érigées et des centaines de cocktails Molotov préparés, vraisemblablement pour être utilisés le lendemain matin. Pendant ce temps, le préfet du gouvernement local s'entretenait avec le premier ministre Tambroni et décida d'annuler la conférence de la MSI. Le soir même, toute la ville célébra l'événement et le monument de la résistance fut recouvert de fleurs. »[\[17\]](#)

Malgré cette victoire, les manifestations se poursuivirent dans toute l'Italie et les violences policières firent 11 morts. Pourtant, quelques jours après avoir été contraint d'interdire le congrès du MSI à Gênes, le gouvernement lui-même est tombé. Les administrations démocrates-chrétiennes suivantes se sont alors tournées vers le Parti Socialiste Italien (Partito Socialista Italiano) de centre-gauche comme partenaire de coalition. En d'autres termes, la classe dirigeante s'est tournée vers une solution réformiste pour restaurer la stabilité politique en attirant plus étroitement dans son orbite l'aile non communiste du mouvement ouvrier.

Le MSI s'est retrouvé une fois de plus sur la touche et a connu la stagnation et le déclin pendant la majeure partie des années 1960. Cette situation a favorisé le développement de nouveaux groupes fascistes, dont certains ont participé à des conspirations avec des sections de l'armée en vue de coups d'État militaires si la « prise de pouvoir communiste » redoutée semblait devoir se produire. D'autres groupes fascistes se sont tournés vers le terrorisme[18].

Néanmoins, à la fin de cette décennie, des changements plus importants dans la société et la politique italiennes ont à nouveau fait naître l'espoir d'une percée du MSI. D'intenses luttes de classes ont éclaté au cours de l'« automne chaud » italien de 1969, avec une explosion du militantisme de la classe ouvrière et du radicalisme étudiant. Cette situation s'est prolongée jusqu'au début des années 1970, créant un environnement très polarisé, où les arguments autoritaires de « loi et ordre » ont trouvé un écho plus large auprès d'une partie de l'électorat de droite et des secteurs de la classe dirigeante craignant une insurrection de la gauche[19].

Almirante est revenu à la tête du MSI en 1969 en réaffirmant la double stratégie[20]. *Ordine Nuovo* est retourné au MSI, où ses membres ont été accueillis à bras ouverts, et Rauti a été immédiatement placé au sein du comité central[21].

La référence aux « gourdins » n'était pas une simple métaphore. Les attaques physiques contre la gauche étaient courantes. L'un des principaux champs de bataille était les universités. En mai 1966, 300 « *squadristi* » dirigés par deux députés du MSI prirent d'assaut une occupation antifasciste dans le département de droit de l'Université de Rome. Cette occupation était elle-même une réponse au passage à tabac d'un étudiant par des membres de l'*Avanguardia Nazionale*. Cet épisode souligne également que le MSI, malgré ses dénégations publiques, avait des liens et des chevauchements avec des groupes fascistes de rue plus manifestes, ainsi qu'avec ses propres forces de combat de rue. En mars 1968, une « expédition punitive » d'environ 200 membres des *Volontari Nazionali* (Volontaires nationaux) du MSI, cette fois-ci dirigée personnellement par Almirante, a pris d'assaut le département des beaux-arts de l'Université de Rome, avant d'être repoussée par des étudiants antifascistes[22].

L'autre voie suivie par Almirante consistait à relancer une stratégie électorale, en essayant d'attirer une plus grande partie de la droite conservatrice alarmée par la montée du radicalisme parmi les étudiants et les travailleurs. Le MSI parvint à absorber le petit Parti Démocratique Italien de l'Unité Monarchique (*Partito Democratico Italiano di Unità Monarchica*), en se rebaptisant *MSI-Destra Nazionale* (Droite nationale). Le parti se présenta comme une force puissante capable de réimposer l'ordre et l'autorité, une tâche que les démocrates-chrétiens semblaient incapables de mener à bien. Lors des élections générales de 1972, il obtint son plus grand nombre de voix, soit 8,7 %. Le politologue Piero Ignazi explique :

« La stratégie du parti visait à abandonner le ghetto néo-fasciste en créant une nouvelle structure de parti, la « *Destra Nazionale* », capable d'attirer des groupes politiques conservateurs et des leaders d'opinion indépendants... Au début des années 1970, cette stratégie a fonctionné, permettant au MSI d'attirer de nouvelles forces. Le parti monarchiste fusionne avec le MSI, et certains politiciens démocrates-chrétiens et du Parti libéral italien (*Partito Liberale Italiano*), ainsi que quelques officiers de haut rang de l'armée, le rejoignent. Cette stratégie d'ouverture et d'accommodement comportait cependant un

élément contradictoire, à savoir l'appel à une confrontation dure dans la rue avec les « rouges » afin de mobiliser le parti et de reconquérir les mouvements d'extrême droite. »[23]

Ce sont les années de la « [stratégie de la tension](#) », au cours desquelles des secteurs de la machine d'État se sont associées à des attentats terroristes perpétrés par de petits groupes fascistes. L'année même de sa réadmission au sein du MSI, le groupe *Ordine Nuovo* de Rauti est responsable de l'attentat à la bombe qui fait 17 morts sur la Piazza Fontana à Milan. L'objectif était de faire porter le chapeau à la gauche et de justifier ainsi la répression[24]. Tout en continuant à revendiquer son adhésion à la démocratie, le MSI a également défendu ouvertement les dictatures qui existaient au début des années 1970 dans le sud de l'Europe, en Espagne, au Portugal et en Grèce[25]. Almirante a déclaré au parlement que le coup d'État militaire meurtrier de 1973 au Chili, qui avait renversé le gouvernement de gauche radicale de Salvador Allende, devrait également être une option pour l'Italie[26].

Néanmoins, la classe dirigeante dans son ensemble n'envisageait pas de telles solutions et choisit plutôt d'attirer l'autre parti exclu de la république, les communistes, dans l'orbite du gouvernement. L'objectif était d'utiliser le Parti Communiste et la base de masse du réformisme pour contenir et éroder le militantisme d'en bas, une stratégie connue sous le nom de « compromis historique »[27]. En 1976, une chute des votes du MSI a précipité une crise. La moitié de son groupe parlementaire s'est séparée pour adopter plus résolument une stratégie purement parlementaire, même si, ironiquement, le nouveau parti *Democrazia Nazionale* (Démocratie nationale) qu'ils ont créé a été pratiquement balayé lors des élections suivantes.

Dans les années 1980, le MSI se retrouve à nouveau isolé, dans l'impasse et la stagnation. Toutefois, cette situation a été transformée par deux grandes crises qui ont permis au MSI et à ses successeurs de se réinventer et de faire des incursions dans la société et la politique italiennes d'une manière qui leur avait longtemps échappé au cours des décennies précédentes.

Première crise : la corruption et l'effondrement des anciens partis

Au début des années 1990, le système politique italien a été profondément ébranlé par des scandales de corruption centrés sur le financement des partis politiques. Ces événements ont reconfiguré le paysage politique et créé de vastes opportunités pour le MSI de sortir de son isolement. Comme l'expliquait Alex Callinicos au milieu des années 1990 :

« L'Europe a été balayée par une vague de désillusion et d'hostilité à l'égard de tous les partis politiques établis. Le cas le plus extrême est, bien sûr, celui de l'Italie. La révélation par des magistrats milanais de [Tangentopoli](#) (« Opération Mains propres ») – le pillage systématique de l'État et le recours à la corruption à grande échelle des grandes entreprises par les partis au pouvoir, en particulier les démocrates-chrétiens, politiquement dominants depuis 1948, et les

socialistes, leur principal allié depuis les années 1960 a suscité une énorme révolte populaire... »

Le résultat, au niveau de la politique électorale, a été un tremblement de terre. Lors des élections parlementaires italiennes de mars 1994, les socialistes, qui avaient obtenu 13,6 % des voix en avril 1992, ont disparu, tandis que le Parti populaire italien (*Partito Popolare Italiano*), héritier des démocrates-chrétiens, a obtenu 11,1 % des voix, soit une fraction des 29,7 % obtenus par ses prédécesseurs deux ans plus tôt[28].

La crise générale n'a pas seulement balayé les anciens partis de gouvernement, mais aussi le principal parti d'opposition. Outre la disparition du parti socialiste et l'éclatement des démocrates-chrétiens, autrefois puissants, en plusieurs petites formations, le Parti Communiste, autrefois le plus important d'Europe occidentale, a voté sa dissolution et s'est rebaptisé Parti Démocratique de la gauche (*Partito Democratico della Sinistra*) en 1991, dans le sillage de la désintégration de l'Union soviétique. Tous les partis-clés qui, d'une manière ou d'une autre, avaient revendiqué leur légitimité en s'identifiant à la résistance antifasciste avaient soit disparu, soit étaient gravement affaiblis. Dans ce vide politique, le magnat des médias Silvio Berlusconi s'est présenté comme un *outsider* qui n'était pas redevable à l'ancien *establishment* (bien qu'il ait en réalité des liens étroits avec l'ordre ancien, en particulier avec l'ancien premier ministre du parti socialiste, Bettino Craxi).

Comme l'a fait remarquer Robert Paxton, l'un des historiens les plus perspicaces du fascisme, les mouvements fascistes ne sont pas des phénomènes statiques. Afin de croître et d'approfondir leurs racines et leur influence au fur et à mesure que les possibilités et les espaces politiques disponibles changent, ils doivent se remodeler et s'adapter. Pour Paxton, les « cadres et alliés » du fascisme sont donc tout aussi essentiels à comprendre que les fascistes eux-mêmes[29].

Citant Paxton, le politologue [Jim Wolfreys](#) a précisé certaines des conclusions qui découlent de sa description du fascisme :

« L'accent mis sur l'espace politique signifie que l'art de comprendre le fascisme ne doit pas reposer sur des listes de contrôle, en cochant les caractéristiques des mouvements modernes par rapport à un « minimum fasciste », ou en trouvant des « répliques exactes de la rhétorique, des programmes ou des préférences esthétiques des premiers mouvements fascistes des années 1920 ». [...]

Plutôt qu'une essence figée, le fascisme en action « ressemble davantage à un réseau de relations ». Ces relations sont à l'origine de tensions au sein du mouvement, entre les activistes radicaux ou révolutionnaires et les éléments plus conservateurs. »[30]

Cette capacité de mutation et de réinvention repose sur deux développements. Premièrement, il y a eu de nouveaux « cadres et alliés » après la guerre froide. L'exclusion même du MSI de l'« arc constitutionnel » de la politique italienne, en particulier après 1960, a soudain tourné à son avantage. Sa capacité à se présenter comme un *outsider*, non contaminé par la corruption de la République italienne, était désormais un atout. Berlusconi s'était positionné comme un ennemi du communisme et cherchait des alliés à droite, ce qui signifiait une volonté d'embrasser le MSI.

Cela lui a conféré une légitimité vitale, réduisant les obstacles qui empêchaient une plus grande partie de la société de voter pour le MSI, en particulier parmi les anciens partisans de la Démocratie Chrétienne qui étaient désormais sans domicile fixe. Lorsque Gianfranco Fini s'est présenté comme candidat du MSI aux élections municipales de Rome en 1993, Berlusconi a déclaré à un journaliste : « Si j'étais à Rome, je voterais certainement pour lui ». Gianfranco Fini est arrivé en deuxième position lors de l'élection. Berlusconi a intégré le MSI dans sa coalition électorale, aux côtés de son nouveau parti [Forza Italia](#) et de la [Ligue du Nord](#) (Lega Nord), l'ancêtre de l'actuelle Lega. Cette coalition a remporté les élections de 1994 et le MSI est entré au gouvernement, Gianfranco Fini occupant le poste de ministre des Affaires Étrangères.

Dans une interview accordée au *Washington Post*, Berlusconi a justifié cette décision en défendant les débuts du régime de Mussolini et en niant la filiation fasciste du MSI :

« Plus tard, bien sûr, Mussolini a supprimé les libertés et a conduit le pays à la guerre. Cependant, pendant un certain temps, Mussolini a fait de bonnes choses ici, et c'est quelque chose que l'histoire dit être correct... Les fascistes n'existent pas dans mon gouvernement. Ils n'existent pas. Il n'y a personne dans mon gouvernement qui soit contre la liberté et la démocratie. »[\[31\]](#)

En fait, une partie de la réhabilitation du MSI et du régime de Mussolini avait déjà eu lieu avant même l'effondrement de la soi-disant Première République et de son système de partis en 1994. En tant que Premier Ministre dans les années 1980, Craxi avait cherché à intégrer le MSI dans les processus politiques officiels et institutionnels, ce que l'historien [Tom Behan](#) a décrit comme le début de la « décongélation politique » du parti[\[32\]](#).

Au niveau intellectuel, [Renzo De Felice](#), un historien influent et biographe de Mussolini, a cherché à établir une distinction nette entre le fascisme italien et le nazisme allemand. Il a présenté le régime de Mussolini comme une force plus bénigne, basée sur un large consensus social dans les années 1930, qui n'a été dérégulée que par les pressions extérieures créées par l'alliance ultérieure avec l'Allemagne nazie.

Dans une interview de 1988, De Felice a déclenché un grand débat public en appelant à la fin de l'antifascisme officiel de la République italienne, estimant qu'il s'agissait d'un obstacle dépassé aux réformes politiques nécessaires[\[33\]](#). Quelque temps plus tard, en 2003, Berlusconi ira encore plus loin dans le blanchiment du régime de Mussolini et renforcera les affirmations fallacieuses selon lesquelles son régime était largement bénin, en déclarant au magazine *Spectator* : « Mussolini n'a jamais tué personne... Il a envoyé des gens en prison pour qu'ils aient des vacances »[\[34\]](#).

La deuxième évolution qui a permis au MSI d'acquérir une nouvelle respectabilité et une nouvelle influence a été son changement d'image politique. En janvier 1994, Gianfranco Fini, qui était le successeur choisi par l'Almirante pour diriger le MSI, a annoncé que le parti serait transformé en *Alleanza Nazionale* (AN) au mois de janvier suivant. La dissolution du MSI et la fondation de l'AN ont eu lieu lors d'une conférence à Fiuggi au début de 1995, avec l'ajout de quelques éléments de l'ancienne Démocratie Chrétienne.

En 1991, Fini avait déclaré : « Nous sommes des fascistes, des héritiers du fascisme, le fascisme de l'an 2000 ». Aujourd'hui, il proclame que l'AN est une organisation « post-fasciste ». La « *svolta di Fiuggi* » (le tournant de Fiuggi) cherchait d'un seul coup à se

débarrasser de la vieille peau fasciste et de l'opprobre qu'elle avait suscité dans de larges couches de la population. Pour renforcer les affirmations d'une nouvelle conversion à la démocratie, Fini a pris d'autres mesures symboliquement chargées. Il s'est rendu sur le site du [massacre de Fosses Ardéatines](#) à Rome, où les nazis avaient tué 335 personnes avec la complicité des fascistes italiens en mars 1944. En 1999, il s'est également rendu sur le site du camp de concentration d'Auschwitz en Pologne. En 2003, il s'est rendu en Israël et a dénoncé les lois raciales antisémites ([Leggi Razziali](#)) introduites par le régime fasciste en 1938 comme un « mal absolu » [35].

La direction du MSI/AN a cherché à se distancier de son passé en recherchant le succès électoral et la participation aux gouvernements nationaux. Le succès a mis en sourdine les critiques internes, bien que les mouvements de conciliation de Gianfranco Fini aient provoqué des tensions et des scissions. Cependant, dans quelle mesure l'AN représentait-il une rupture avec le fascisme ?

Le consensus politique et universitaire est simple. L'autoreprésentation de l'AN comme « post-fasciste » a été acceptée. Le jugement dominant était, comme l'a dit Piero Ignazi, que l'AN avait progressivement évolué en « parti post-fasciste, proto-conservateur » et rompu avec son passé fasciste [36]. Malgré cela, même Ignazi a dû noter que ce processus était plutôt moins profond parmi les cadres moyens du parti, qui restaient « assez enclins à la nostalgie fasciste » et à la « xénophobie », par opposition à la direction du parti.

L'historien [Roger Griffin](#), figure influente des discussions universitaires libérales sur le fascisme au cours des 30 dernières années, a fourni un argument plus nuancé. Pour Griffin, les ambiguïtés et les tensions persistantes au sein de l'AN représentent bien plus que l'attachement d'une partie de la vieille garde aux rêves du passé. Il voyait l'AN comme un curieux hybride de deux idéologies contradictoires, le fascisme et le libéralisme, qui coexistaient malaisément. Les deux étaient véritablement acceptées au sein du parti. L'AN était désormais une créature étrange, un « parti fasciste constitutionnel », toujours attaché aux idées fascistes mais rejetant également toute rupture « révolutionnaire » (en réalité, contre-révolutionnaire) avec la démocratie libérale [37].

Ainsi, bien que Griffin ait accepté les affirmations de l'AN sur son nouvel engagement en faveur de la démocratie libérale, il a également détecté des signes de continuité avec son passé fasciste, même dans les Thèses de Fiuggi, le programme publié lors de sa conférence fondatrice qui était censé signaler sa conversion « post-fasciste » à la démocratie. À propos des Thèses, Griffin commente : « L'AN montre que, dans un esprit typiquement fasciste, elle cultive toujours la nostalgie d'une communauté nationale organique de valeurs partagées, centrée sur la famille et étayée par une hiérarchie sociale stable ». Il poursuit :

« L'impression que le noyau inéliminable du fascisme générique se cache toujours dans la mentalité de l'AN est renforcée par la section des Thèses de Fiuggi qui révèle ses mentors idéologiques... Tout en revendiquant Alexis de Tocqueville, emblème de la théorie démocratique libérale, comme l'un de ses précurseurs intellectuels, elle associe également l'AN à l'individualisme d'Ernst Jünger, doyen du fascisme allemand non nazi et de la « révolution conservatrice », au [décisionnisme](#) de [Carl Schmitt](#), apologiste juridique de la législation raciale d'Hitler... et à [Julius Evola](#)... de loin le plus prolifique et le plus influent de tous les idéologues néo-fascistes... » [38]

Les auteurs tels que Griffin auraient-ils dû prendre pour argent comptant les revendications publiques de libéralisme contenues dans le programme et les déclarations de l'AN (même s'il a eu l'honnêteté de noter que ce libéralisme continuait à coexister avec des idées autoritaires, élitistes et ultranationalistes et avec l'adhésion à des penseurs fascistes) ? Un autre historien du MSI et de l'AN, [Marco Tarchi](#), a souligné la nécessité de prêter attention aux tensions entre l'« autoreprésentation » du parti et son « idéologie latente » sous-jacente, plutôt que de supposer que les déclarations publiques du parti indiquaient sa véritable direction[39].

En effet, l'acceptation publique par les Thèses de Fiuggi de « la démocratie et la liberté en tant que valeurs inaliénables » servait un objectif autre qu'une véritable conversion au libéralisme. L'enjeu pour la nouvelle AN était de conserver son électorat nouvellement élargi. Le vote de l'ancien MSI avait oscillé pendant des décennies entre 5 et 8 %, mais le MSI/AN avait obtenu respectivement 13,5 puis 15,7 % des voix en 1994 et 1996. Cette percée électorale s'est accompagnée de la perspective alléchante d'entrer au gouvernement, ce qui lui avait échappé pendant un demi-siècle. Le ticket d'entrée pour ce prix était l'adhésion publique à la démocratie et une plus grande distance critique par rapport à certains aspects du régime de Mussolini. L'antisémitisme ouvert et le racisme biologique devaient être bannis, du moins en public.

Comme le note Jim Wolfreys, « l'acceptation par l'AN du rôle de l'antifascisme n'est intervenue qu'après l'effondrement et la fragmentation de la représentation politique antifasciste ». Wolfreys cite des enquêtes menées auprès des participant.e.s à la conférence fondatrice de l'AN en 1995, qui ont montré que les cadres du parti conservaient une « affiliation profonde au fascisme », « l'écrasante majorité s'identifiant à Mussolini, à son régime et à ses acolytes philosophiques » :

« Un quart des cadres du parti estime que les grévistes devraient être licencié.e.s et que les homosexuel.les ne devraient pas être employé.e.s dans les bars ou les restaurants. Plus de 40 % d'entre eux souhaitent la « suppression » de l'objection de conscience. Des proportions encore plus élevées ont exprimé des attitudes antagonistes à l'égard des immigrant.es, une croyance en la supériorité raciale et une identification avec l'antisémitisme. »[40]

Bien que l'antisémitisme, le racisme et la violence raciste soient condamnés, le langage de la différence raciale est simplement reformulé en termes de différence culturelle :

« Le parti a souligné la nécessité de protéger les cultures « authentiques » en préservant l'autonomie ethnique face à la mondialisation et au « mythe égalitaire ». Il a également exprimé l'identification avec le nationalisme ethnique en termes plus directs, affirmant que l'État « devait être l'expression de la communauté ethnique » et que ceux qui n'y appartenaient pas étaient « exclus de la nation ». »[41]

Un certain nombre de commentateurs et de commentatrices ont également observé que la direction du parti n'avait pas fait grand-chose pour mener un débat sérieux et permanent au sein du parti sur l'héritage du fascisme, ce qui a renforcé l'interprétation selon laquelle le repositionnement visait à refaçonner l'image publique du parti plutôt qu'à rompre

réellement avec le passé. En d'autres termes, ce repositionnement n'avait qu'une « fonction externe ». Jim Wolfreys écrit :

« Dans le sillage de l'effondrement du système des partis, l'absence de débat sérieux sur la signification et le rôle du fascisme signifiait que son héritage avait été remodelé pour les temps nouveaux, mais gardé intact... Le parti avait profité de la disponibilité d'un allié politique principal, sous la forme non conventionnelle de Berlusconi, et du révisionnisme historique de De Felice, qui ont permis au MSI/AN d'abandonner des « positions défensives et désespérées »... et d'occuper l'espace politique qui s'était ouvert au cœur de l'establishment politique. Cela a aidé l'AN à se présenter comme faisant partie d'une réaction contre la « bourgeoisie parasitaire » (les vieux partis, les banques et les syndicats) qui, selon elle, avait dominé la politique italienne d'après-guerre et à réinterpréter le rôle du fascisme comme une rupture avec la tradition historique de la droite italienne, rendue nécessaire par l'impératif de vaincre le communisme dans l'entre-deux-guerres. »[42]

Le potentiel de résurgence de l'« idéologie latente » de l'AN s'est exprimé de plusieurs manières. Tarchi note que, de 1995 à 2000, les messages publics de l'AN mettaient l'accent sur son acceptation supposée de la démocratie et du néolibéralisme. Toutefois, à partir de 2000, certains aspects de l'ancienne vision du MSI ont été partiellement réintroduits dans ses prises de position publiques. Il s'agit notamment de l'accent mis sur le rôle prépondérant de l'État dans le façonnement de l'économie, ainsi que sur la loi et l'ordre, et d'un regain d'intérêt pour le rôle de la communauté nationale.

Plus inquiétant encore, lorsque l'ancien leader de la Jeunesse du MSI et ministre de l'AN [Gianni Alemanno](#) a remporté l'élection à la mairie de Rome en 2008, sa victoire a été accueillie par des foules de partisans, y compris des nazis déclarés, faisant des saluts fascistes le bras levé et criant « Duce ! Duce ! »[43]. Néanmoins, l'année suivante, l'AN s'est dissoute, fusionnant avec le nouveau parti de Berlusconi, le Peuple de la liberté (*Il Popolo della Libertà*). Les dirigeants de l'AN autour de Fini pensaient qu'ils seraient finalement en mesure de remplacer Berlusconi, vieillissant, à la tête de l'organisation fusionnée.

Le MSI/AN s'est adapté à l'« espace disponible » offert par l'effondrement de l'ancien système de partis dans les années 1990. Toutefois, ce processus a été marqué par des tensions et des ambiguïtés. Il est possible que Fini lui-même en soit venu à s'adapter totalement à la démocratie libérale et à abandonner son ancienne adhésion au fascisme. Cependant, même si c'était le cas, cela n'a pas éradiqué la possibilité latente que l'AN se radicalise en un projet fasciste plus ouvert si l'espace politique était à nouveau reconstitué. C'est exactement ce qui s'est produit avec le début de la crise de la dette italienne au début des années 2010.

Deuxième crise : la crise de la zone euro de

2010-2012 et la création des *Fratelli d'Italia*

La deuxième grande crise qui a modifié considérablement le terrain politique et créé des possibilités pour les anciens cadres du MSI/AN de réaffirmer une identité fasciste a été la crise de la zone euro entre 2010 et 2012. Dans le sillage de la crise financière et économique qui a secoué les économies avancées en 2008 et 2009, les économies les plus faibles de la périphérie sud de l'Union Européenne ont été gravement exposées à des niveaux d'endettement élevés et à des taux d'intérêt en hausse rapide. La série de convulsions politiques et sociales qui a balayé la Grèce en a fait l'épicentre de la tourmente, mais l'Italie n'était pas loin derrière.

La dette publique colossale de l'Italie, qui s'élevait à 1 900 milliards d'euros, et l'augmentation rapide des taux d'intérêt ont incité les grandes entreprises italiennes et les élites internationales à rechercher un gouvernement capable de mettre en œuvre l'ampleur de l'austérité qu'elles exigeaient. Berlusconi, qui avait mené sa coalition de droite à la victoire en 2008, était considéré comme incapable de le faire. L'Italie étant de plus en plus dépendante des perfusions financières de la « troïka » (la Commission Européenne, la Banque Centrale Européenne et le Fonds Monétaire International), ces institutions ont usé de leur influence pour forcer Berlusconi à démissionner en novembre 2011. Le *Financial Times* a résumé l'attitude de la classe dirigeante à l'égard de Berlusconi dans un article intitulé « *Au nom de Dieu, partez !* ». Le remplaçant non élu de Berlusconi, Mario Monti, était un ancien commissaire européen et un conseiller de Goldman Sachs et de Coca Cola.

Rapidement, Berlusconi a accepté de soutenir le gouvernement d'« unité nationale » de Monti, ouvrant ainsi un espace à sa droite. Berlusconi a dominé la vie politique depuis le milieu des années 1990 et a été premier ministre à quatre reprises entre 1994 et 2011, mais il devint une figure affaiblie et compromise. Dans le vide politique qui en résulte, d'autres forces, certaines nouvelles, d'autres réinventées, occupent de plus en plus le devant de la scène.

Dans le contexte d'une spirale économique descendante, le soutien à l'austérité et au néolibéralisme est devenu une politique de plus en plus toxique à laquelle il fallait se rattacher. Le PIB italien par habitant.e est tombé à un niveau inférieur à celui de 1999, et la capacité industrielle s'est effondrée de 25 % au cours de la même période. Pourtant, après 1991, l'État italien a dégagé un excédent budgétaire primaire (c'est-à-dire avant le remboursement de la dette) chaque année, sauf une ; « une adoption de l'austérité sans équivalent en Europe », selon le chercheur David Broder^[44]. L'impact de la crise de la dette en euros n'a fait qu'aggraver l'assaut contre les travailleurs.es, avec des salaires en 2019 inférieurs aux niveaux d'avant 2008^[45]. Cela a provoqué un énorme sentiment de malaise et de dégénérescence sociale, en particulier chez les jeunes. La proportion de jeunes adultes au chômage a doublé dans le sillage de la crise de la dette, atteignant 42,7 % en 2014. Le nombre d'Italien.es âgé.es de 25 à 34 ans vivant avec leurs parents a augmenté de 10 % pour atteindre un peu plus de la moitié^[46].

En outre, comme l'affirme avec perspicacité David Broder, depuis les années 1990, la classe dirigeante italienne a cherché à utiliser l'UE à la fois comme un mécanisme et un alibi pour l'austérité et la restructuration néolibérale du capitalisme italien. Elle a promis que l'Italie pourrait devenir un « pays normal », débarrassé de la corruption et jouissant d'une croissance prospère, en acceptant la médecine économique de l'UE. Le recours à la discipline externe fournie par les contraintes fiscales de l'UE a permis d'isoler les agressions contre les travailleurs.es des pressions électorales. Comme on pouvait s'y

attendre, les promesses de prospérité et de fin de la corruption se sont estompées et une profonde méfiance à l'égard des politiciens et de l'UE s'est installée. En 2018, les sondages suggéraient que le mécontentement à l'égard de l'UE était plus élevé en Italie qu'en Grande-Bretagne, qui venait de voter pour le Brexit.

La gauche parlementaire n'a pas été en mesure d'exprimer le mécontentement suscité par la crise. L'ancien Parti Communiste, devenu le Parti Démocrate de centre-gauche, s'est fortement identifié à la logique de l'austérité et du néolibéralisme imposés par l'UE.

Le vide qui en a résulté a été aggravé par l'effondrement politique de [Rifondazione Comunista](#) (Parti de la Refondation Communiste), qui avait été la principale force de gauche contestant le néolibéralisme, au cours de la seconde moitié des années 2000. *Rifondazione* trouve son origine dans une minorité de l'ancien Parti Communiste qui s'est opposée à sa transformation en Parti Démocratique de Gauche après la chute de l'Union Soviétique. À la fin des années 1990 et au début des années 2000, *Rifondazione* s'est lancé dans le mouvement anticapitaliste naissant. Il a joué un rôle central dans la manifestation de masse organisée lors du sommet du G8 à Gênes en 2001, en veillant à ce que l'assassinat par la police d'un jeune manifestant, Carlo Giuliani, fasse l'objet d'une protestation à la hauteur. Le parti a également joué un rôle central dans le Forum Social de Florence en novembre 2002, qui a vu un million de personnes descendre dans la rue pour protester contre la guerre en Irak qui se profilait à l'horizon. Cette période a également été marquée par une opposition massive aux attaques de Berlusconi contre les droits des travailleuses, les syndicats ayant fait descendre 3 millions de manifestants dans la rue en mars 2002[47].

Cependant, lorsque ces mouvements n'ont pas réussi à renverser Berlusconi, la direction de *Rifondazione*, sous la houlette de [Fausto Bertinotti](#), s'est rapidement orientée vers le gouvernement, rejoignant le gouvernement de centre-gauche de Romano Prodi en tant que partenaire junior de la coalition en 2006. *Rifondazione* a ensuite voté en faveur du refinancement du déploiement des troupes italiennes en Afghanistan et de l'envoi de soldats italiens au Liban. L'impact sur le soutien électoral du parti fut dévastateur ; deux ans plus tard, il perdit plus d'un million de voix et tous ses députés. Le mouvement anti-guerre déclina de façon spectaculaire et la base militante de *Rifondazione* (qui revendiquait 100 000 membres) fut démoralisée et désorientée. La décision extraordinaire de Bertinotti d'assister à la Conférence annuelle de la Jeunesse de l'AN et d'embrasser physiquement Gianfranco Fini tout en partageant une tribune avec lui ne fit que renforcer cette situation[48].

Ainsi, plutôt que la gauche, c'est le [Mouvement Cinq Étoiles](#) (*Movimento Cinque Stelle*), politiquement ambigu, anti-establishment et populiste, qui a le plus profité de la crise politique, du moins dans un premier temps. La Ligue du Nord, rebaptisée Lega sous la nouvelle direction de [Matteo Salvini](#), s'est détournée de l'autonomie régionale pour se tourner vers le nationalisme italien, le racisme anti-migrant.e.s et l'islamophobie. La Lega a ainsi commencé à éclipser Berlusconi et à devenir la force dominante de la droite italienne à la fin des années 2010.

Toutefois, l'érosion de l'autorité de Berlusconi a également entraîné un changement d'approche de la part d'une couche d'anciens cadres du MSI/AN tels que [Ignazio La Russa](#) et [Georgia Meloni](#), ainsi que [Maurizio Gasparri](#) et [Fabio Rampelli](#). Georgia Meloni était une ancienne ministre de la Jeunesse de l'AN dans le dernier gouvernement de Berlusconi. Ces personnalités furent bloquées par Berlusconi lors de leur tentative de prendre le contrôle de son parti, le Peuple de la Liberté, ce qui les amena à se séparer du parti pour créer une

organisation indépendante, les *Fratelli d'Italia*, à la fin de l'année 2012. La réapparition ouverte du courant fasciste s'est accompagnée d'une insistance croissante sur une rhétorique « antisystème » plus radicale voire superficiellement anticapitaliste. Meloni et les *Fratelli* s'en prenaient particulièrement à Gianfranco Fini, qu'ils considéraient comme ayant liquidé et vendu la tradition fasciste. Selon Broder, Meloni a dénoncé Fini comme un « porte-bonheur des francs-maçons et de la haute finance ».

Les chercheurs Gianluca Piccolino et Leonardo Puleo affirment que, contrairement à l'AN qui se présentait comme « une nouvelle force politique modérée et pacificatrice », les *Fratelli* se sont présentés dès le départ comme une force anti-establishment insurrectionnelle. Ils ont formulé cela en termes nationalistes, affirmant que le cabinet Monti et l'ensemble de la classe politique avaient exproprié la souveraineté du peuple sur ordre de l'UE et des marchés financiers. En outre, Puleo et Piccolino identifient également une radicalisation progressive des déclarations publiques des *Fratelli* au cours des années qui ont suivi leur fondation. Ils notent une rupture avec les tentatives de l'AN de présenter une position prudente sur l'immigration tout en essayant de se prémunir contre des associations ouvertement racistes. De plus en plus, les *Fratelli* ont adopté un « nativisme d'exclusion » plus manifeste :

« Le deuxième congrès des *Fratelli*, qui s'est tenu à Trieste en 2017, a renforcé le discours nativiste. Il est intéressant de noter que le document fait référence à la théorie du complot du « Grand Remplacement », affirmant que l'UE tente de combler la dépression démographique européenne avec des migrants, ce qui annulera les racines chrétiennes du continent européen. Cette approche culturaliste du débat sur l'immigration se reflète également dans la proposition de sélectionner les migrants arrivant sur la base de leurs antécédents culturels. Cela favorisait les migrants ayant un bagage culturel plus proche et entraverait l'arrivée des musulmans. » [\[49\]](#)

Le programme de Trieste s'attaquait aux « partis traditionnels qui sont coincés dans une vision politique européiste et mondialiste » et s'articulait autour de ce que Puleo et Piccolino appellent une « construction nativiste du peuple italien pur opprimé par les institutions de l'UE et menacé par l'afflux d'immigrants ». Pour Puleo et Piccolino, il s'agit d'un retour à ce langage déployé par l'ancien MSI, et ils notent le haut degré de continuité dans les directions et les cadres du MSI, de l'AN et des *Fratelli*. Ils concluent :

« Le tremblement de terre électoral de 2013 a ouvert de nouvelles fenêtres d'opportunité pour un rebranding idéologique. D'une part, les *Fratelli* ont exploité le sentiment eurosceptique et antisystème croissant des électeurs italiens, et d'autre part, le parti a construit une spécificité stratégique qui le sépare du reste de ses concurrents, qui ont tous occupé cycliquement des positions gouvernementales. » [\[50\]](#)

L'AN s'est adapté au nouvel espace politique offert par la crise du milieu des années 1990 en mettant l'accent sur la respectabilité et en se présentant comme une force conservatrice plus traditionnelle, tout en conservant une grande partie de sa vision fasciste du monde. La trajectoire des *Fratelli* a été de se présenter comme une force radicale avec un visage « antisystème » beaucoup plus évident. Cela est encore plus évident si l'on

regarde la vision du monde que Meloni présente aujourd'hui en public. Par exemple, en octobre 2021, elle a prononcé un discours devant le parti espagnol d'extrême droite Vox, donnant un aperçu clair des conceptions politiques qu'elle promeut[51]. Le discours était construit autour d'une ligne de division centrale, la nation contre le « mondialisme ». Le mondialisme est présenté comme une force sans ancrage dans le cadre national et comme une menace existentielle pour l'intégrité et la santé de la nation italienne. Les forces associées au « mondialisme » par Meloni comprennent les « spéculateurs financiers », les « oligarques de la *Silicon Valley* » et les « lobbyistes multinationaux », qui travaillent ensemble pour affaiblir les nations et renforcer leur propre contrôle.

Meloni affirme que cet agenda mondialiste est promu par une curieuse alliance entre le capital international et la gauche, qui encourage l'immigration « incontrôlée » et défend les droits des LGBT+ et de l'avortement afin d'affaiblir la famille. Elle affirme que ces forces maléfiques veulent obtenir des droits pour les migrants afin qu'ils puissent attaquer les frontières de la nation et créer une pression à la baisse sur les niveaux de vie. Pendant ce temps, les « barbares de *Black Lives Matter* » renversent les statues et s'attaquent à l'identité et à l'histoire nationales. N'oubliant pas d'invoquer l'islamophobie, Meloni affirme également que la gauche encourage une campagne de laïcité pour saper « nos racines chrétiennes sacrées » tout en fermant les yeux sur « des quartiers entiers sous l'emprise de la loi islamique ».

Selon Meloni, les forces malveillantes du mondialisme visent à miner la nation en éradiquant les différences culturelles supposées uniques, qui sont enracinées dans une histoire commune. Elles cherchent à « standardiser » les populations à travers les frontières, en les dépouillant de leur identité nationale, les rendant ainsi sans racines et exploitables. Ce langage pseudo-anticapitaliste déplace la menace du capital sur le plan international, prônant le renforcement de la nation par la lutte contre les influences étrangères. Cependant, les limites étroites de l'anticapitalisme de Meloni apparaissent lorsqu'elle dénonce « la fiscalité monstrueuse qui entrave la libre entreprise ». La dénonciation de la haute finance s'accompagne d'exigences essentiellement néolibérales visant à renforcer le développement du capital « national »[52]. Dans l'imagination enfiévrée de Meloni, « la patrie est attaquée par le modèle mondialiste... Nous sommes liés par les frontières, l'identité et l'histoire. Nous croyons en une nation, un peuple, une langue et un drapeau. C'est toute notre identité qui est attaquée ».

Cette vision du monde s'appuie sur un appel à chasser les influences étrangères hostiles qui menacent la nation de destruction interne, ouvrant ainsi la voie à la restauration d'une communauté nationale homogène. Le mondialisme est identifié à la gauche et aux forces sans racines de la spéculation financière, ce qui peut donner lieu à des motifs antisémites lorsque le nom du financier juif George Soros est évoqué. En outre, les forces mondialistes étant présentées comme une menace existentielle, cette rhétorique véhicule le message implicite qu'une réponse sévère est nécessaire pour y faire face. En effet, tout niveau de violence pourrait potentiellement être présenté comme une nécessité justifiée.

L'après-fascisme ?

En 2019, tous les principaux partis parlementaires ont accepté de rejoindre un nouveau gouvernement « d'unité nationale » dirigé par Giuseppe Conte et le *Mouvement 5 Étoiles*,

mais Meloni et les *Fratelli* sont astucieusement restés dans l'opposition et ont inévitablement profité de la montée du mécontentement à l'égard du gouvernement. Rapidement en tête des sondages d'opinion, le parti a tracé la voie vers le gouvernement. Meloni a soigneusement cherché à repositionner le parti une fois de plus, en exprimant cette fois sa fidélité à deux institutions clés de la classe dirigeante, l'UE et l'OTAN, afin de rassurer les institutions italiennes et occidentales sur le fait qu'un gouvernement dirigé par les *Fratelli* ne constituerait pas une menace pour les intérêts de l'élite. Cela signifiait qu'il fallait renoncer à parler de quitter l'UE et la zone euro, s'abstenir de critiquer le néolibéralisme, se retirer de toute expression de soutien au régime de Vladimir Poutine et insister sur le soutien de l'OTAN à l'Ukraine dans sa guerre contre la Russie[53]. Pour la classe dirigeante libérale, la loyauté de Meloni envers l'UE et l'OTAN était ce qui importait, et non son association avec le fascisme.

Alors, les *Fratelli* sont-ils toujours fascistes ? Comme nous l'avons vu, il existe une contradiction dans la nature même d'un projet fasciste : la recherche d'alliances avec la droite conservatrice dans le cadre de la démocratie libérale et l'ambition de détruire la démocratie. Cette tension signifie qu'il existe au moins un potentiel d'adaptation à la démocratie libérale par des secteurs des partis fascistes. La possibilité d'abandonner le projet de renversement de la démocratie existe donc toujours. Écrivant sur la « longue marche » du fascisme en Inde dans les décennies qui ont suivi l'indépendance, [Chris Harman](#) a expliqué cela avec des mots qui pourraient également s'appliquer à l'Italie d'après-guerre :

« Le fascisme en tant que mouvement dépend de son élan continu pour faire oublier à ses membres les intérêts économiques et sociaux qui pourraient les amener à s'engager dans des luttes aux côtés des travailleurs, des minorités pour un monde meilleur. Comme l'a dit Hitler, « le petit homme se sent comme un ver, mais nous l'impliquons dans un mouvement qui lui donne l'impression de faire partie d'un grand dragon ». Cependant, il est très difficile de maintenir un mouvement dans cet élan s'il est tenu éloigné du pouvoir pendant une longue période. Des clivages commencent à apparaître entre ceux qui sont tentés d'accepter les fruits de l'influence parlementaire normale et ceux qui sont impatients d'une confrontation directe. »[54]

À la fin des années 1990, Bruno Mégret, deuxième personnalité du Front National français, a été à l'origine d'une scission majeure au sein du parti. Comme la scission de la *Democrazia Nazionale* d'avec le MSI à la fin des années 1970, cette scission représentait elle aussi un compromis avec la démocratie libérale. Jean-Marie Le Pen a mené une lutte acharnée et finalement couronnée de succès pour maintenir le Front national en tant que force fasciste significative, bien qu'affaiblie[55]. De telles tensions sont inhérentes et peuvent réapparaître. Cependant, les *Fratelli* représentent précisément les éléments de l'ancienne tradition MSI/AN qui ont résisté à un tel accommodement dans le passé.

Quelle est donc la nature du nouveau gouvernement *Fratelli* ? Il ne présidera pas un État fasciste, ce qui exige bien plus que la victoire électorale d'un parti idéologiquement enraciné dans le fascisme. Deux conditions sont nécessaires à l'émergence d'un tel État. Premièrement, les fascistes auraient besoin d'une organisation paramilitaire de masse capable de briser le mouvement de la classe travailleuse. Deuxièmement, la classe dirigeante doit chercher à détruire la démocratie libérale comme solution à sa crise et doit être prête à parier sur les fascistes. Aucune de ces deux conditions n'est proche d'exister à

Néanmoins, la présence des *Fratelli* au pouvoir leur permettra d'essayer de remodeler l'État, en lui donnant un caractère plus autoritaire. Le marxiste français Ugo Palheta parle de « durcissement autoritaire » et affirme qu'il s'agit d'une tendance plus large au sein des États capitalistes libéraux[56]. L'une des revendications de longue date de l'ancien MSI et des *Fratelli* est la création d'une présidence plus forte basée sur des élections directes, plutôt qu'une présidence élue par le parlement et limitée à un rôle essentiellement cérémoniel. Cela permettrait de rééquilibrer le système politique en faveur d'une figure présidentielle puissante, dotée d'un mandat direct, plutôt que subordonnée au parlement.

Les *Fratelli* et ses partenaires de la coalition n'ont pas la majorité des deux tiers pour simplement promulguer cette mesure, mais ils pourraient essayer de la faire passer par un référendum. Meloni défend de telles propositions comme n'étant pas une menace pour la démocratie et rappelle le système présidentiel directement élu en France. Cependant, la refonte autoritaire de l'État hongrois par Viktor Orbán est le modèle le plus probable des *Fratelli*.

Ce modèle n'est peut-être pas réalisable, et Meloni devra faire face à un mouvement de la classe travailleuse plus puissant en Italie qu'Orbán n'a dû le faire en Hongrie. Néanmoins, en cas de succès, il s'agirait d'une nouvelle étape dans la création d'un environnement plus favorable à de futurs changements autoritaires et à la radicalisation du projet fasciste. En effet, la première loi adoptée par le gouvernement de Meloni a introduit des peines de prison draconiennes allant jusqu'à six ans pour les *raves parties*, mais elle était également suffisamment générale pour être potentiellement appliquée à d'autres formes de rassemblement ainsi qu'à l'occupation de bâtiments. La législation permet la surveillance par l'État, y compris les écoutes téléphoniques, des personnes soupçonnées d'organiser de tels événements[57].

La classe dirigeante italienne n'est certainement pas dans la position de l'élite allemande du début des années 1930, qui commençait à souhaiter l'abandon de la démocratie parlementaire de la République de Weimar et de ses compromis avec le mouvement ouvrier. Néanmoins, elle a montré à maintes reprises sa volonté d'échapper aux inhibitions de la responsabilité démocratique dans les moments de crise[58].

A quatre reprises au cours des trois dernières décennies, des personnalités non élues associées à la Banque Centrale italienne ou à l'UE ont été imposées au poste de premier ministre. [Carlo Ciampi](#) et [Lamberto Dini](#), qui ont occupé ce poste respectivement en 1993-94 et 1995-96, étaient tous deux d'anciens gouverneurs de la Banque d'Italie. Comme mentionné ci-dessus, Monti, premier ministre en 2011-2013, était un ancien commissaire européen. [Mario Draghi](#), au pouvoir en 2021-22, est à la fois un ancien gouverneur de la Banque d'Italie et un ancien président de la Banque Centrale Européenne. Comme Monti l'a dit dans une interview au milieu des années 1990 en parlant de la nécessité d'utiliser l'UE pour imposer le néolibéralisme et l'austérité à l'Italie, la classe dirigeante avait besoin de solutions « à l'abri du processus électoral »[59].

Une aggravation dramatique des crises du capitalisme italien pourrait amener des sections de la classe dirigeante à accepter des évasions plus radicales du processus électoral que l'obtention d'une majorité au parlement en faveur d'un banquier non élu au poste de premier ministre. Bien que les *Fratelli* ne disposent pas d'une armée de rue, même à l'échelle de celle que le MSI possédait autrefois, leur présence au gouvernement donne un coup de pouce aux petits groupes fascistes extraparlamentaires tels que [Forza Nuova](#)

(Force Nouvelle) et [CasaPound](#) (« Maison de Pound », du nom du poète fasciste américain [Ezra Pound](#), qui travaillait comme locuteur de radio dans la République de Salò de Mussolini), ainsi qu'au climat plus large de violence raciste. De nombreuses cibles sont dans le collimateur de ces groupes. En octobre 2021, des cadres de *Forza Nuova* se sont détachés d'une manifestation contre les certificats de santé Covid-19 à Rome et ont utilisé des barres de fer pour attaquer le siège de la Confédération Générale Italienne du Travail (CGIL)[60]. En décembre 2022, des voyous fascistes vêtus de noir et portant des masques ont attaqué de jeunes Arabes qui célébraient les victoires du Maroc durant la Coupe du monde de football dans les rues de Vérone[61]. En février 2023, des membres de l'*Azione Studentesca* (Action Étudiante), l'organisation de jeunesse des *Fratelli*, ont passé à tabac des élèves d'un lycée de Florence qui refusaient de prendre leurs tracts[62]. Bien sûr, tout cela reste très éloigné de l'ampleur de la violence meurtrière déployée par les escouades fascistes en 1920-22. Néanmoins, le succès des *Fratelli* peut créer des conditions encore plus favorables à la croissance d'une force de rue fasciste à l'avenir.

Selon Chris Harman, le fascisme a besoin de plus que des votes pour réussir. Il a besoin de la création d'armées de masse dans les rues et d'une classe dirigeante disposée à permettre à ces forces de se déchaîner. Néanmoins, Harman a également noté que ce qu'il appelle le « fascisme électoral » pourrait fournir un cadre pour l'émergence de telles forces de rue, suggérant que cela s'est produit en Autriche et en Espagne au milieu des années 1930[63]. Pour que cela se produise, il faudrait qu'une partie importante de l'électorat des *Fratelli* dépasse les modes de soutien simplement passifs tels que le vote, et soit activement disposée à risquer sa vie et son intégrité physique dans une confrontation totale avec la gauche et le mouvement ouvrier. Cela ne se produirait probablement que sur la base d'un niveau de crise sociale beaucoup plus profond. Cependant, une telle crise ne peut certainement pas être exclue du champ des possibles.

Le fascisme est un phénomène changeant, qui s'adapte à l'espace politique disponible. La longue histoire du MSI, de l'AN et des *Fratelli* a connu de nombreuses réinventions et mutations. Différents masques sont déployés à différents moments : de la respectabilité et de la recherche d'alliances avec les conservateurs à des dénonciations apparemment radicales du « système ». Le résultat de ce processus est que le noyau fasciste des *Fratelli* a maintenant des millions d'électeurs et d'électrices autour de lui ainsi que la légitimité du gouvernement. Cela lui donne une capacité d'initiative beaucoup plus grande pour remodeler l'État et créer un environnement qui peut favoriser de nouvelles avancées de son projet central. Les possibilités latentes que recèlent les *Fratelli* incluent une forme beaucoup plus classique, et donc plus menaçante, de fascisme.

Les nombreuses crises, économiques, géopolitiques et environnementales, qui secouent le capitalisme aujourd'hui signifient que même un État capitaliste avancé peut voir des sections de la classe dirigeante chercher à rompre de manière autoritaire avec la démocratie libérale « par le haut », c'est-à-dire par l'intermédiaire de l'appareil d'État. Les bases de cette rupture pourraient être jetées si les *Fratelli* procédaient à une refonte autoritaire de l'État. En outre, lors de crises ultérieures, les *Fratelli* ou des groupes dissidents pourraient tenter de rassembler les forces nécessaires pour contrôler la rue.

Ces deux possibilités, des forces cherchant à mettre fin à la démocratie libérale par le haut et un mouvement fasciste de masse avec une aile paramilitaire substantielle cherchant la même chose par le bas, peuvent ne pas se développer au même rythme. Un futur mouvement fasciste de rue pourrait trouver sa position de négociation par rapport à la classe dirigeante plus faible que celle de Mussolini et d'Hitler et pourrait donc être contraint de jouer un rôle plus subalterne. En effet, la Phalange fasciste était clairement une force

subordonnée à la contre-révolution d'en haut du général Francisco Franco pendant la guerre civile espagnole. Quoi qu'il en soit, briser les *Fratelli* aujourd'hui mettrait des bâtons dans les roues de ces développements. Les tâches essentielles consistent à rejeter l'autosatisfaction libérale, qui prétend que la bête fasciste a été « domptée » par la démocratie parlementaire, et à créer une réponse antifasciste de masse.

Le potentiel de résistance

Quelles sont les possibilités de résistance aux *Fratelli* ? Malgré les revers subis par la gauche en Italie au cours des deux dernières décennies, il existe encore d'importantes luttes ouvrières. En juillet 2021, par exemple, [l'occupation par les travailleurs.ses de l'usine de composants automobiles GKN](#) près de Florence, où la main-d'œuvre a depuis longtemps établi des traditions militantes, est devenue un important foyer de résistance :

« Dès l'annonce de l'occupation, les travailleurs.ses ont mis en place une « assemblée permanente » à l'intérieur de l'usine. Il s'agit essentiellement d'une occupation permanente, jour et nuit, pour empêcher les escouades de l'entreprise de retirer les machines de production de l'usine. Cette action a été suivie d'une grève de quatre heures du secteur de la métallurgie dans la province de Florence, le 19 juillet. Deux grandes manifestations ont eu lieu dans toute la ville le 24 juillet et le 11 août. Un grand concert est organisé aux portes de l'usine le 28 août. Enfin, une grande manifestation nationale a été organisée le 18 septembre, attirant 40 000 personnes venues de toute l'Italie. Il s'agit de la plus grande mobilisation observée dans le pays depuis le début de la pandémie et, de loin, de la manifestation la plus combative liée au travail en Italie depuis des années. »[\[64\]](#)

Le slogan des occupant.e.s et de leurs sympathisant.e.s est « *Insorgiamo !* » (« Levons-nous ! »), qui était la devise des partisans antifascistes de Florence. Les chercheuses Rossanda Cillo et Lucia Pradella ont également attiré l'attention sur la propagation importante des luttes menées par les travailleurs.ses migrant.e.s dans l'importante industrie logistique italienne depuis 2008, qu'ils décrivent comme « les luttes les plus importantes dans le sillage de la crise financière »[\[65\]](#). Ces luttes sont souvent organisées par des syndicats plus petits et plus militants et sont marquées par des niveaux élevés de combativité.

Le soutien de Meloni à l'armement de l'Ukraine par l'OTAN est un foyer potentiel de résistance. Les grèves générales d'avril et de mai 2022, convoquées par certains des syndicats les plus militants, ont lié la lutte contre l'austérité à l'opposition à l'armement de l'Ukraine par l'Italie, en lançant le slogan « Baisse des armes ! Augmentation des salaires ! » En novembre, des dizaines de milliers de personnes ont défilé à Rome pour exiger la fin des livraisons d'armes à l'Ukraine[\[66\]](#).

Certains signes indiquent également la possibilité d'un mouvement antiraciste et antifasciste de masse qui pourrait mettre les *Fratelli* sur la défensive. [L'attaque de Forza Nuova en 2021 contre le siège de la CGIL](#) a conduit les syndicats à organiser une manifestation de 200 000 personnes à Rome. Sur les pancartes, on pouvait lire « Le

fascisme, plus jamais ça ! ». Un an plus tard, une tentative du groupe de jeunes *Fratelli* d'organiser un événement à l'université Sapienza de Rome en octobre a été accueillie par des protestations, avec des banderoles appelant à « Sortir les fascistes de l'université ». Les étudiant.e.s antifascistes ont ensuite été attaqué.e.s par la police. Le passage à tabac d'écoliers à Florence par l'organisation de jeunesse des *Fratelli* en février 2023 a été accueilli par des centaines d'étudiant.e.s qui ont défilé en scandant « Florence n'est qu'antifasciste ». Quinze jours plus tard, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans la ville[67].

Cependant, la construction d'un mouvement antifasciste de masse implique deux défis politiques majeurs. Premièrement, il faut constamment exposer et expliquer que les *Fratelli*, et pas seulement les petits groupes de rue, sont fascistes. C'est essentiel pour insister sur le fait qu'ils doivent être privés de légitimité et chassés de l'espace public, chassés des rues, des médias et, finalement, du gouvernement. Deuxièmement, il est nécessaire de créer un défi de masse au fascisme qui évite d'être subordonné aux partis de centre-gauche, qui souhaitent simplement utiliser les explosions dans les rues pour revenir au pouvoir.

Une précédente vague d'actions antiracistes, les manifestations dites des [Sardines contre Salvini](#) et la Lega au cours de l'hiver 2019-20, a montré les dangers d'une telle cooptation. Un groupe d'ami.e.s de Bologne a lancé un appel pour que les gens remplissent les places de la ville « comme des sardines » après s'être alarmé de la menace de voir la Lega remporter les élections régionales en Émilie-Romagne. Quelque 15 000 personnes se sont rassemblées sur la *Piazza Maggiore* de Bologne, et les manifestations des « sardines » se sont étendues aux places d'autres villes d'Émilie-Romagne, puis de toute l'Italie[68].

Cependant, les Démocrates de centre-gauche et le Mouvement 5 étoiles ont réussi à canaliser le mouvement vers les urnes[69]. Construire un front uni antifasciste de masse signifie se battre pour éviter une telle démobilisation et toute identification avec les politiciens néolibéraux dont l'échec a ouvert l'espace aux *Fratelli*. Le militantisme de masse antifasciste de Gênes en 1960 doit être reconstruit par une nouvelle génération.

*

Mark Thomas est syndicaliste et militant du *Socialist Workers Party* (Grande Bretagne).

Cet article a été publié initialement par [International Socialism](#). Traduit par Christian Dubucq pour *Contretemps*.

Références

Abse, Tobias, 1993, « [The Triumph of the Leopard](#) », *New Left Review*, 1/199

Basketter, Simon, 2021, « *Unions Hold Mass Rally against Fascists in Italy* », *Socialist Worker* (19 octobre),

<https://socialistworker.co.uk/international/unions-hold-mass-rally-against-fascists-in-italy>

Behan, Tom, 1997, [The Long Awaited Moment: The Working Class and the Italian Communist Party in Milan 1943-1948](#) (Peter Lang).

Behan, Tom, 2003, [The Resistible Rise of Benito Mussolini](#) (Bookmarks).

Ben-Ghiat, Ruth, 2022, « [The Return of Fascism in Italy](#) », *The Atlantic* (23 septembre).

Bonnel, Olivier, 2023, « Italie : [L'agression d'étudiants par des néofascistes suscite une vague d'indignation](#) », *Le Monde* (23 février).

Broder, David, 2020, « [First They Took Rome](#) : Comment la droite populiste a conquis l'Italie (Verso).

Bruno, Valerio Alfonso, James F Downes et Alessio Scopelliti, 2021, « [Post-fascism in Italy: 'So why this flame, Mrs Giorgia Meloni?'](#) », *Culturico* (12 novembre),
<https://culturico.com/2021/11/12/post-fascism-in-italy-so-why-this-flame-mrs-giorgia-meloni>.

Callinicos, Alex, 1994, « Crisis and Class Struggle in Europe Today », *International Socialism* 63 (été), www.marxists.org/history/etol/writers/callinicos/1994/xx/crisiseur.htm

Cillo, Rossanda, et Lucia Pradella, 2018, « [New Immigrant Struggles in Italy's Logistics Industry](#) », *Comparative European Politics*, volume 16, numéro 1.

Cini, Lorenzo, et Arianna Tassinari, 2021, « Insorgiamo », *Notes From Below* (25 septembre), <https://notesfrombelow.org/article/insorgiamo>

Davis, Melton, 1971, « Almirante Is No M.s...i.. Yet », *New York Times* (6 juin),
<https://tinyurl.com/4mxhnaeu>

Del Panta, Gianni, 2021, « Explaining Italy's Right », *International Socialism* 172,
<http://isj.org.uk/explaining-italys-right>

Ferraresi, Franco, 1996, *Menaces pour la démocratie : The Radical Right in Italy After the War* (Princeton).

Foot, John, 2022a, [Blood and Power: The Rise and Fall of Italian Fascism](#) (Bloomsbury).

Foot, John, 2022b, « Giorgia Meloni May Be No Fascist. But She Evokes Grim Memories of Italy's Past », *Guardian* (14 août),
www.theguardian.com/commentisfree/2022/aug/14/georgia-meloni-no-fascist-evokes-grim-memories-italys-past

Gabriellini, Francesca, et Giacomo Gabbuti, 2022, « How Striking Auto Workers Showed Italy the Way Out of Decline », *Jacobin* (10 août),
<https://jacobin.com/2022/08/gkn-driveline-florence-factory-collective-strike>

Gallego, Ferran, 1999, *The Extreme Right in Italy from the Italian Social Movement to Post-Fascism (Universitat Autònoma de Barcelona)*, www.core.ac.uk/download/pdf/13283248.pdf

Ghiglione, Giorgio, 2023a, « Why Giorgia Meloni Won't Distance Herself from Italy's Fascist Past », *Foreign Policy* (6 février),
<https://foreignpolicy.com/2023/02/06/why-giorgia-meloni-wont-distance-herself-from-italys-fascist-past>

Ghiglione, Giorgio, 2023b, « 'Similar to Criminal Conspiracy' : Draconian New Law Targets

www.theguardian.com/music/2023/jan/06/italian-ravers-new-laws-meloni

Griffin, Roger, 1996, « [*The 'Post-Fascism' of the Alleanza Nazionale : A Case Study in Ideological Morphology*](#) », *Journal of Political Ideologies*, volume 1, numéro 2.

Guardian, 2020, « The Guardian View on Italy's Red Wall Region: Saved by the 'Sardines' », *Guardian* (27 janvier),

www.theguardian.com/commentisfree/2020/jan/27/the-guardian-view-on-italys-red-wall-region-saved-by-the-sardines

Harman, Chris, 1988, [*The Fire Last Time: 1968 And After*](#) (Bookmarks).

Harman, Chris, 1994, « The Beast is Back », *Socialist Review* 172 (février),

www.marxists.org/archive/harman/1994/02/fascism.htm

Harman, Chris, 2004, « India after the Elections: A Rough Guide », *International Socialism* 103), <http://isj.org.uk/india-after-the-elections-a-rough-guide>

Hooper, John, 2008, « Cries of 'Duce ! Duce ! Salute Rome's New Mayor' », *Guardian* (30 avril), www.theguardian.com/world/2008/apr/30/italy

Ignazi, Piero, 2003, [*Extreme Right-Wing Parties in Western Europe*](#) (Oxford University Press).

Ignazi, Piero, 2004, « [*Changing the Guard on the Italian Extreme Right*](#) », *Representation*, volume 40, numéro 2.

Kazmin, Amy, et Giuliana Ricozzi, 2022, « [*Italians Demand End to Ukraine Arms Shipments in Rome Peace March*](#) », *Financial Times* (5 novembre).

Koff, Stephen P, 1973, « [*Two Tactics of Contemporary Italian Neo-fascism*](#) », *Society*, volume 10, numéro 5.

Lyttelton, Adrian, 1973, [*The Seizure of Power: Fascism in Italy 1919-1929*](#) (Weidenfeld and Nicolson).

Mazzucchi, David, 2023, « Antifascist Rally in Florence Draws Tens of Thousands », *La Voce di New York* (4 mars), <https://tinyurl.com/mr27w5sv>.

Painter, Walden, 1990, « *Renzo De Felice and the Historiography of Italian Fascism* », *American Historical Review*, volume 95, numéro 2.

Palheta, Ugo, 2018, [*La possibilité du fascisme : France, la trajectoire du désastre*](#) (La Découverte).

Paxton, Robert, 2005, [*The Anatomy of Fascism*](#) (Penguin).

Peukert, Detlev, 1993, *La République de Weimar: [*The Crisis of Classical Modernity*](#)* (Penguin).

Puleo, Leonardo, et Gianluca Piccolino, 2022, « [*Back to the Post-Fascist Past or Landing in the Populist Radical Right? The Brothers of Italy Between Continuity and Change*](#) », *South European Society and Politics*.

Rossi, Angelo, 2010 [1938], *The Rise of Italian Fascism 1918-1922* (Routledge).

Ruggiero, Fabio, 2005, « Rifondazione's U-turn », *International Socialism* 105 (hiver), www.marxists.org/history/etol/newspape/isj2/2005/isj2-105/ruggiero.html

Sweeney, Steve, 2022, « Italian Workers Strike Over Military Spending on War in Ukraine », *Morning Star* (20 mai), <https://morningstaronline.co.uk/article/w/italian-workers-general-strike-over-military-spending-war-ukraine>

Thomas, Mark, L, 2019, « Fascism in Europe Today », *International Socialism* 162 , <http://isj.org.uk/fascism-in-europe-today>

Tondo, Lorenzo, 2019, « 'Sardines' contre Salvini : Italy's Fight Against the Far Right », *Guardian* (14 décembre), www.theguardian.com/world/2019/dec/14/sardines-pack-piazza-in-rome-for-protest-against-matteo-salvini

Trudell, Megan, 2007, « Rifondazione Votes for War », *International Socialism* 113 (hiver), www.marxists.org/history/etol/writers/trudell/2007/xx/rifondazione.html

Williams, Gwyn, 1975, *Proletarian Order: Antonio Gramsci, Factory Councils and the Origins of Communism in Italy 1911-1921* (Pluto).

Wolfreys, Jim, 2002, « 'The Centre Cannot Hold': Fascism, the Left and the Crisis of French Politics », *International Socialism* 95.

Wolfreys, Jim, 2012, « *The European Extreme Right in Comparative Perspective* », in Andrea Mammone, Emmanuel Godin and Brian Jenkins (eds), *Varieties of Right-Wing Extremism in Europe* (Routledge).

Zampano, Giada, 2022, « *Italian Police Detain 13 Far-right suspects in Attack on Moroccan Football Fans* », *Anadolu Agency* (8 décembre), www.aa.com.tr/en/europe/italian-police-detain-13-far-right-suspects-in-attack-on-moroccan-football-fans/2758999

Notes

[1] Merci à Joseph Choonara, Alex Callinicos, Richard Donnelly, Iain Ferguson, Jacqui Freeman, Tony Phillips et, en particulier, Gianni Del Panta, pour leurs réactions et leurs commentaires sur une première version de cet article.

[2] Ignazio La Russa est un ancien dirigeant de la section jeunesse du MSI. Son père était secrétaire local du parti fasciste en Sicile dans les années 1940 et a donné à son fils le deuxième prénom « Benito ». Juste avant les élections générales de 2022, il a déclaré : « Nous sommes tous les héritiers d'Il Duce ». Il s'agit du titre, signifiant « le chef », donné à Mussolini. Ignazio La Russa a également une prédilection pour la collection de souvenirs de

[3] Bruno, Downes et Scopelliti, 2021. La flamme représenterait le feu éternel qui brûle sur la tombe de Mussolini.

[4] Pour des récits utiles sur la montée au pouvoir de Mussolini, voir Rossi, 2010, Lyttleton 1973, Behan, 2003, et plus récemment, Foot, 2022a.

[5] Voir Rossi, 2010. Note : « Angelo Rossi » était le pseudonyme de Tasca. Pour des comptes rendus intéressants sur le *biennio rosso*, voir Williams, 1975, et Behan, 2003.

[6] Foot rejette l'idée que Meloni est une fasciste sur cette base – voir Foot, 2002b.

[7] Ferraresi, 1996, p. 23.

[8] Voir mon aperçu de l'approche de Trotsky : Thomas, 2019.

[9] Cette phrase a été citée par David Broder lors d'une interview pour le podcast *Politics, Theory, Other* à propos de son livre

<https://www.plutobooks.com/9780745348025/mussolinis-grandchildren/>

[10] Pour une discussion sur le régime de Mussolini et l'Holocauste, voir Foot, 2022a, pp. 267-77.

[11] Davis, 1971. Dans un article paru en 1958 dans le journal du MSI, Almirante déclarait qu'il était honoré d'avoir combattu dans les *Brigate Nere*, mais il écrivait également : « Le MSI est un parti fasciste qui se bat dans les rues pour l'honneur du fascisme ». L'amnistie de 1946 qui a permis à des personnalités telles qu'Almirante de revenir à la vie politique et d'échapper aux procès a été décrétée par Palmiro Togliatti, ministre de la Justice et dirigeant du Parti Communiste Italien.

[12] Meloni a tweeté cette déclaration à son armée de followers sur Twitter le 22 mai 2020. Voir également Ghiglione, 2023a.

[13] Ignazi, 2003, pp. 36-37.

[14] Voir Behan, 1997.

[15] Gallego, 1999.

[16] Behan, 2009. Tom Behan note que le MSI a même annoncé que le président de sa conférence serait Carlo Emanuele Basile, le chef du gouvernement de Gênes pendant l'occupation nazie, qui était directement responsable de la déportation de travailleurs vers l'Allemagne et de la torture des partisans capturés.

[17] Behan, 2009, p143.

[18] Voir Ignazi, 2003, p38.

[19] Pour plus d'informations sur l'Automne Chaud, voir Harman, 1988, chapitre 10.

[20] Voir Koff, 1973.

[21] Ferraresi, 1996, p53.

[22][22] Ferraresi, 1996, p53 ; Ghiglione, 2023a.

[23] Ignazi, 2003, p39.

[24] La « stratégie de la tension » visait en partie à faire pression sur la gauche, et en particulier sur le Parti Communiste Italien, pour qu'il discipline les syndicats et les parties les plus militantes de la gauche. Les dirigeants du Parti Communiste n'étaient que trop disposés à le faire. Voir Harman, 1988, p. 198.

[25] Pour une analyse de la nature de ces trois régimes et des luttes de masse qui les ont détruits au milieu des années 1970, voir Harman, 1988.

[26] Ghiglione, 2023a.

[27] Harman, 1988, pp200, 339-342.

[28] Voir Callinicos, 1994, et Abse, 1993.

[29] Paxton, 2005, p. 207.

[30][30] Wolfreys, 2012, p. 22.

[31] Voir Behan, 2009, pp. 149-150. L'adhésion de l'élite à Fini était un phénomène international ; Behan a noté que l'ambassadeur britannique en Italie et le président américain Bill Clinton avaient déjeuné avec lui.

[32] Behan, 2009, p. 148.

[33] Pour un aperçu et une critique acerbe de l'interprétation de De Felice, voir Painter, 1990.

[34] Ben-Ghiat, 2022. Pour une réfutation puissante des affirmations selon lesquelles le fascisme italien aurait largement évité la violence, voir Foot, 2022b.

[35] Behan, 2009, pp. 150-151.

[36] Ignazi, 2004.

[37] Griffin, 1996.

[38] Griffin, 1996. La révolution conservatrice était un courant intellectuel d'extrême droite dans l'Allemagne de Weimar.

[39] Cité dans Wolfreys, 2012.

[40] Wolfreys, 2012, p. 31.

[41] Wolfreys, 2012, p. 31.

[42] Wolfreys, 2012, p. 33.

[43] Hooper, 2008.

[44] Broder, 2020, p82. Pour une discussion utile sur les recherches de Broder sur la droite

[45] Broder, 2020, p. 99.

[46] Broder, 2020, p. 90.

[47] Ruggiero, 2005.

[48] Trudell, 2007.

[49] Puleo et Piccolino, 2022, p12.

[50] Puleo et Piccolino, 2022, p. 20.

[51] Le discours est disponible sur YouTube.

[52] Gianni Del Panta a souligné que la base sociale du soutien principal des *Fratelli* ne se trouve pas dans une section importante de la classe capitaliste italienne. Elle comprend plutôt des couches de ce qu'il appelle les « demi-classes » : les propriétaires de petites entreprises, telles que les propriétaires d'hôtels, de restaurants, de clubs de plage et de bars, ainsi que les commerçants, les chauffeurs de taxi, etc. Il s'agit de secteurs économiques dominés par le petit capital. Il s'agit d'une couche sociale plus importante en Italie que dans les autres grands États européens avancés. En effet, il s'agit de la base classique du fascisme – la petite bourgeoisie, même si ces couches ne sont pas actuellement confrontées au type de crise qui les pousserait à dépasser la politique électorale et à s'engager dans une confrontation physique avec la gauche. Del Panta note que la base sociale des *Fratelli* est différente de celle de la Lega, qui repose sur les petits et moyens capitalistes du nord de l'Italie. Je remercie Del Panta pour ces informations.

[53] Roberts et Leali, 2022. En 2018, Meloni a décrit la victoire de Poutine aux élections présidentielles comme « la volonté sans équivoque du peuple russe ».

[54] Harman, 2004.

[55] Pour un compte-rendu de cette scission, voir Wolfreys, 2002. Le nouveau parti de Mégret, le Mouvement National Républicain, comme la *Democrazia Nazionale* en Italie, a rapidement disparu.

[56] Palheta, 2018.

[57] Ghiglione, 2023b.

[58] Pour un compte rendu de la manière dont toutes les principales sections de la classe dirigeante allemande se sont tournées vers une rupture autoritaire avec la démocratie libérale après 1930, voir Peukert, 1993.

[59] Broder, 2020, p. 81.

[60] Basketter, 2021.

[61] Zampano, 2022.

[62] Mazzucchi, 2023. Voir aussi Bonnel, 2023.

[64] Voir les comptes rendus de Cini et Tassinari, 2021, et Gabbriellini et Gabbuti, 2022.

[65] Cillo et Pradella, 2018.

[66] Sweeney, 2022 ; Kazmin et Ricoszi, 2022.

[67] Voir les comptes rendus dans Bonnel, 2023, et Mazzucchi, 2023.

[68] Tondo, 2019.

[69] Voir *Guardian*, 2020.